SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS
GROUPE ENSEIGNEMENT

Communiqué de presse — 12 août 2026

DES MOYENS POUR L'ÉCOLE !

L'austérité, est un choix politique. À six mois des élections cantonales, le SSP dénonce la politique néolibérale et autoritaire du conseiller d'État Frédéric Borloz qui démantèle les services publics au mépris des besoins et de l'expertise du terrain. Rien dans la situation financière du canton de Vaud ne justifie des coupes budgétaires. Le SSP défend une toute autre logique : investir des moyens dans l'enseignement et en garantir la qualité à travers l'amélioration des conditions d'apprentissage et de travail, mais également à travers la réelle participation des premiers·ères concerné·es sur le terrain.

Non à l'austérité et à l'IA imposée

Pour remplir sa mission, l'école a impérativement besoin de moyens adéquats. « La logique actuelle impulsée par le Conseil d'État et les milieux patronaux est celle d'une austérité dogmatique. Elle oblige les services publics, et l'enseignement, à s'adapter à des restrictions budgétaires décidées tout en haut plutôt que de partir des besoins réels des élèves et des enseignant·es » estime Sébastien Schnyder, enseignant en école professionnelle. Ces mesures d'austérité sont ainsi imposées unilatéralement, les « négociations » si elles ont lieux, n'en portent que le nom.

L'investissement massif dans l'intelligence artificielle générative et le numérique à l'école illustre parfaitement cette dérive. Alors que les besoins sont criants dans plusieurs secteurs de l'école en souffrance (ex. 1-2P / école inclusive), le Département (DEF) choisit d'investir dans le fétiche des IAg (dont l'outil « IA in the box ») sans réelle discussion avec les principaux·ales concerné·es, sans formation appropriée, et sans réflexion critique sur la place à accorder à l'IA à l'école. L'IA n'est pas un simple outil neutre dont les effets dépendent uniquement d'un bon ou mauvais usage. C'est un dispositif technologique contraignant dont la plus-value pédagogique n'est pas démontrée et mettant en danger l'acquisition des savoirs et compétences de base. La priorité doit être l'éducation *au* numérique, développant l'esprit critique des élèves, et non l'éducation *par* le numérique (ex. leur apprendre à faire un bon prompt).

Grève féministe 2027 et mobilisation des enseignantes 1-2P

Les enseignantes organisent d'ores et déjà la Grève féministe du 14 juin 2027, qui portera sur le travail du *care*. « Dans l'enseignement, l'égalité n'est encore de loin pas réalisée. Par exemple, les femmes sont surreprésentées dans les fonctions les moins bien rémunérées, et il y a une inégalité dans la répartition des tâches qui bénéficient de décharges », relève Zoé Beboux, enseignante à l'école obligatoire.

Dans l'enseignement, le travail du *care* est central, et d'autant plus marqué dans l'enseignement primaire là où l'encadrement des plus jeunes élèves est primordial. C'est aussi là que les inégalités sont les plus crasses. Après une pétition et une mobilisation en 2025 pour l'amélioration des conditions de travail des enseignantes 1-2P, le DEF avait garanti l'ouverture de trois séances de négociation sur l'année scolaire 2026-2027 (lors de l'audience de conciliation, pour éviter une grève). La promesse n'a pas été tenue puisque seules deux séances ont été menées, et, à nouveau, les « négociations » n'en ont eu que le nom. « Lors de la séance du 3 juillet, le DEF a annoncé une série de 9 mesures, qui ne peuvent être négociées. Ce n'est pas acceptable et insuffisant, puisque les revendications pour lesquelles nous nous sommes mobilisées ne sont pas reprises. » souligne Solweig Dénéréaz, enseignante primaire. Le SSP estime que les mesures présentées, ne pourront améliorer significativement les conditions de travail. Pour cela, un réel co-enseignement (et non le relèvement de 0,5 de la période hebdomadaire de soutien dont l'attribution n'est pas contrôlée et laissée à

ssp vaud
AVENUE RUCHONNET 45 / CP 1324 / 1001 LAUSANNE / VAUD@SSP-VPOD.CH / 021 341 04 10
WWW.SSP-VAUD.CH / RÉSEAUX SOCIAUX @SSPVAUD

l'appréciation des directions pour différentes affectations), la réduction des effectifs par classe, l'augmentation des dotations au-delà de l'évolution démographique et la revalorisation des salaires, sont nécessaires. A nouveau, l'austérité prend le pas sur les besoins. Les enseignantes 1-2P discuteront prochainement de la suite de leur mobilisation.

Canicule : le SSP réagit à l'inaction du DEF

En mai-juin, des locaux scolaires ont affiché plus de 30°C, frôlant parfois les 40°C, sans mesures suffisantes des directions. Le SSP tire la sonnette d'alarme. Le DEF décharge sur les enseignant·es la responsabilité de gérer ces situations intenables. «Travailler avec ces chaleurs est dangereux pour la santé. Et comment enseigner et apprendre dans une classe, déjà surchargée, où le thermomètre s'affole?», s'indigne Elise Glauser, enseignante 1-2P.

Depuis 2023, le DEF ignore les demandes du SSP, se contentant d'un guide de mesures inadéquates et inapplicables. Fermer les écoles n'est pas non plus une solution: l'école est un service public qui doit accueillir les élèves dans de bonnes conditions. Le SSP exige des mesures immédiates et à moyen terme, une stratégie pour adapter les bâtiments aux changements climatiques (points d'eau, espaces ombragés, rénovations), notamment. L'inaction du DEF met en danger la santé de tous et entrave le fonctionnement de l'école. Le SSP poursuit sa campagne pour négocier un véritable plan canicule dès la rentrée.

Gymnases : fort soutien à notre pétition

Signée par 1019 collègues en un mois (!), la pétition pour une véritable politique du personnel sera remise à F. Borloz. «La politique d'engagement de l'État dans les gymnases est maltraitante», affirme Cora Antonioli, enseignante au gymnase. Le SSP dénonce la multiplication des CDD dans les gymnases et la limitation des postes au concours (24 en 2026 / 61 en 2025), sous prétexte de «non-pérennité». Cette politique permet à l'employeur un volant d'ajustement aux effets désastreux: beaucoup d' enseignant·es, qui se retrouvent ainsi dans la précarité, doivent multiplier les CDD sans possibilité de renouvellement, voie toute tracée vers le chômage. Tandis que des élèves subissent le «défilement» de plusieurs enseignant·es, d'année en année. Pour quels bénéfices pédagogiques ?

Le SSP attend du DEF qu'il passe de la communication à l'action ; persévérer dans l'ignorance de l'expertise des acteur·ices du terrain et des besoins de l'école n'est pas une option. Comme porteur de la voix de celles et ceux qui font l'école, notre syndicat continuera à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour faire entendre ces alarmes.

Lien vers la lettre-ouverte adressée au DEF le 8.07.26 concernant son inaction face aux fortes chaleurs :

https://ssp-vpod.ch/campa/canicule-des-mesures-urgentes-pour-la-sante-au-travail/news/inaction-du-def-impreparation-et-mise-en-danger-des-eleves-et-du-personnel/

Contacts :
Marc Gigase, membre du comité SSP-Enseignement, 076 345 58 01
Catherine Friedli, secrétaire SSP-Enseignement, 077 439 10 48